



“Le fonctionnaire et le chômeur”¹



Jean Hindriks
Senior Fellow
Itinera Institute

Quand les emplois dans le secteur privé ne sont plus concurrentiels, le fonctionariat est la solution facile pour maintenir les gens au travail. C'est le modèle scandinave. Mais une meilleure solution est de subsidier l'emploi comme l'illustre le succès des chèques services en Belgique en créant 65.000 jobs.

Alors que la plupart des pays développés ont de plus en plus de difficultés à faire face à la mondialisation et à la concurrence des pays à bas salaires, la Scandinavie - Danemark, Finlande, Norvège et Suède - semble avoir tiré son épingle du jeu. La croissance est médiocre : 2,2 % en moyenne par an entre 1995 et 2005, contre 2,8 % pour les pays non scandinaves de l'UE15.

Mais la Scandinavie est bien placée pour le PIB par habitant et le chômage. En 2005, le PIB par habitant excédait de 39 % celui des autres pays de l'UE15 et le taux de chômage était de 6,7 % contre 8 % dans le reste de l'UE15. Quel est le secret du succès scandinave ?

Le faible taux de chômage et le niveau élevé du PIB par habitant s'expliquent aussi bien plus simplement, par le nombre élevé de fonctionnaires. En Scandinavie, le nombre de fonctionnaires est étonnamment élevé.

La fonction publique représente 33,5 % des emplois salariés en Suède et 32,9 % au Danemark. En moyenne 32,7 % des salariés sont fonctionnaires, contre 18,5 % dans les pays non scandinaves de l'UE15. En Allemagne, seuls 12,2 % des salariés sont fonctionnaires. Quand les emplois dans le secteur privé ne sont plus concurrentiels, le fonctionariat est la solution facile pour maintenir les gens au travail. Ensuite, la plus forte proportion d'emploi public dans les pays scandinaves tend à surévaluer la productivité. Il s'agit d'un problème de mesure statistique.

“Le fonctionnaire et le chômeur”

(1) Pour plus de détails, voir J. Hindriks, *Au-delà de Copernic : de la Confusion au Consensus*: <http://www.itinerainstitute.org>

D’après les règles comptables, en l’absence d’une valeur fixée par le marché, la contribution du secteur public au PIB correspond principalement au montant des salaires des postes de fonctionnaires, indépendamment de leur productivité ou de leur utilité. Supposons un pays dans lequel il y a un fort chômage : si le gouvernement verse aux chômeurs une indemnité, celle-ci apparaît comme un coût. Mais si le gouvernement leur verse l’équivalent de ces indemnités, pour les recruter afin d’accomplir un service non fourni par le marché (parce que non rentable) alors la totalité de ces indemnités ne sera plus considérée comme un coût, mais comme une production (puisque la production des emplois publics est mesurée par leur coût). Cela élève la productivité, mais seulement en apparence, parce que ces activités ne valent pas nécessairement ce qu’elles coûtent. La mission Atkinson en Angleterre propose une tentative originale d’évaluation de la valeur ajoutée du secteur public qui ne repose pas exclusivement sur les coûts de production.

Le rôle de l’Etat contribue donc au faible taux de chômage de la région. Il explique aussi en grande partie le montant élevé du PIB par habitant, pour la simple raison que la valeur ajoutée créée par ces emplois gouvernementaux est comptée dans le PIB, alors qu’elle n’aurait jamais pu être produite

dans l’économie de marché. Hormis cette astuce comptable qui contribue au « succès » scandinave, l’emploi public des faiblement qualifiés n’est pas non plus la seule réponse face à la concurrence des pays à bas salaires. La meilleure consiste à améliorer la formation, mais c’est un processus lourd et lent. Aussi, il ne reste que deux solutions à court terme. La première est de protéger les travailleurs non qualifiés au moyen d’un salaire minimum ou d’un revenu social de remplacement. C’est la stratégie choisie par la plupart des pays de l’UE. Elle conduit au chômage de masse, elle est inefficace et financièrement intenable. La deuxième consiste à subventionner les salaires au lieu de fournir des revenus de remplacement. C’est la stratégie proposée de longue date par Edmund Phelps, prix Nobel d’économie 2006, dans son livre « Rewarding work » (Harvard 1997). Cela consiste en des aides publiques versées soit aux employés, sous forme de crédit d’impôt comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, soit aux employeurs.

Cette dernière solution semble être la meilleure, car elle incite à embaucher et conduit donc à augmenter les taux d’emploi. Un exemple marquant est l’utilisation croissante des chèques services en Belgique.

“
le fonctionnaire
augmente la
productivité
d’un pays pas le
chômeur.”

“Le fonctionnaire et le chômeur”

Ces chèques services rémunèrent les emplois domestiques et sont subsidiés aux trois quart par l’État pour aboutir à un taux d’emploi (65.000 personnes) équivalent à trois quart de l’emploi public fédéral.

Jean **Hindriks**
Senior Fellow

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.
“Think-tank” et “do-tank” indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL
Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles
T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69
info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

Verantwoordelijke uitgever - Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur
